

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Trudeau

Dépassé comme Pythagore ! leur a rétorqué en direct à la radio et à la télévision le principal intéressé, jeudi soir, après avoir de nouveau renvoyé la classe politique canadienne à ses calculs.

Car, tous les feux de la rampe médiatique étaient allumés pour voir un premier ministre fédéral à la retraite depuis presque 10 ans réduire en charpie le dernier-né des projets constitutionnels de Brian Mulroney.

Pour les patrons de presse, il n'y avait pas à s'y tromper. Le moindre pied-de-nez de Pierre Trudeau aura toujours de plus fortes odeurs de bon spectacle que les plus grands discours de ses successeurs. L'entendre réduire en charpie le dernier-né des projets constitutionnels de Brian Mulroney était une manchette vendue d'avance.

Pour avoir servi de rampe de lancement à sa première salve référendaire, *Maclean's* et *l'Actualité* avaient déjà vu leur édition du 28 septembre s'arracher comme des petits pains chauds.

En période référendaire, prudence oblige, Radio-Canada ne mange pas de ce pain-là. Mais TéléQuébec y a vu une manne, et a diffusé le discours de Trudeau en direct.

Un demi-million de personnes nous écoutent, jubilaient les organisateurs de *Cité Libre* qui se sont pliés aux exigences de la gloire radiophonique au point de recommencer deux fois l'ouverture de leur soirée.

Tout se passait en français jeudi. Rien n'empêche. Hier matin, le *Globe and Mail*, de Toronto, publiait déjà une partie du discours traduit en catastrophe dans sa propre salle de rédaction.

Pour ceux qui en veulent davantage, le discours et un compte-rendu de la conférence de presse seront en librairie en français et en anglais, avant le 8 octobre, gracieuseté d'un éditeur entreprenant de Montréal.

Avec un peu de chance, Ottawa espère produire un texte juridique de l'accord de Charlottetown... d'ici le 12.

Pour leurs soirées, les Amis de *Cité Libre* ont l'habitude d'être en pays de connaissance. Ce sont beaucoup d'anciens compagnons d'armes de Pierre Trudeau, mais également des jeunes qui ont repris sa vision à leur compte. Souvent, raconte l'un d'entre eux, on a l'impression que l'héritage de l'ancien premier ministre a sauté une génération...

Mais jeudi soir la foule était beaucoup plus variée et beaucoup plus dense qu'à l'accoutumée. Tellement que de vieux amis comme l'ancien ministre Gérard Pelletier ont finalement décidé de boudier la cohue. En tout, on a entassé 400 personnes dans une salle qui aurait dû en contenir à peine plus de la moitié.

On vient voir Pierre Trudeau « pour le suspense », si on s'appelle Jérôme Choquette et, qu'en vacances de la mairie d'Outremont et de la politique active, on furete chez les libéraux.

Ou encore, pour faire le plein de convictions, si on s'appelle Charles Caccia et qu'on est député libéral de Toronto et allergique incurable à la société distincte.

Ou encore, pour se ronger les sangs, si on s'appelle Marcel Prud'homme, qu'on est député libéral à Montréal, et qu'on brûle d'envie de demander à son ancien patron pourquoi il était acceptable d'inclure une clause « nonobstant » dans la Charte des droits en 1982 et pourquoi ça ne l'est plus d'ajouter une clause, plus mineure, de société distincte en 1992.

Par contre, on ne vient pas voir Pierre Trudeau si on est David Berger, député de Westmount, et qu'on s'est fait dire la veille par Jean Chrétien que militer pour le NON, c'est choisir la porte du caucus libéral fédéral.

En prévision de la grande sortie référendaire de l'ancien premier ministre, le chef libéral a fait une parenthèse à la campagne et convoqué son caucus au grand complet à Ottawa en milieu de semaine.

La conséquence de marcher hors du rang, a-t-il prévenu une fois ses troupes rassemblées derrière des portes closes, ce sera l'expulsion.

Penaud, le député fédéral de Westmount est resté en haut de la montagne jeudi soir. Il a passé la soirée au lancement du Comité du OUI de son comté.

Finalement, et beaucoup plus discrètement, on se glisse dans la salle pour voir Pierre Trudeau, si on est envoyé par le Bureau des relations fédérales-provinciales d'Ottawa, ou par le gouvernement de l'Ontario, ou par le chef Ovide Mercredi, de l'Assemblée des Premières Nations. Pour prendre des notes, et faire rapport.

Pour tous ceux-là, la visite aura rapidement tourné au vinaigre. « C'est un massacre », murmure l'attachée de presse de l'APN Michelle Tysseyre, après avoir entendu la moitié du discours et entendu Pierre Trudeau tirer à boulets rouges sur le projet autochtone. Elle n'attendra guère davantage avant d'aller prévenir le chef Mercredi qu'il ferait mieux de ne pas dormir sur ses deux oreilles.

En arrivant, la représentante de l'Ontario, elle, se demandait encore si ceux qui prédisaient que Pierre Trudeau allait dire aux Canadiens de s'abstenir de voter le 26 avaient raison. Déçue par la réponse, elle note, comme prix de consolation, que ni la presse, ni l'auditoire ne sont particulièrement complaisants à l'égard de Trudeau.

Car parmi les Amis de *Cité Libre*, on n'a pas toujours attendu l'ancien premier ministre pour prendre position en vue du 26 octobre. Dans le numéro de la revue qui circule dans la salle, six des neuf membres qui se sont prononcés ont opté pour le OUI, seulement trois pour le NON. L'auditoire lui-même semble partagé à peu près également entre les deux tendances.

Dehors, dans la rue, Pierre Trudeau n'est pas non plus redevenu prophète en son pays. Sur le trottoir, un manifestant avec un placard ironise qu'il y a un « innocent » dans le restaurant.

À bord du taxi, le chauffeur est à l'écoute de la radio. Il s'est tapé deux heures de Trudeau et il n'a pas encore décroché.

Mais c'est l'heure de l'inévitable tribune téléphonique. Plusieurs francophones sont pressés de dire à Jean Cournoyer que s'ils votent NON le 26, Pierre Trudeau ne les aura aucunement influencés. Ce qui m'a convaincu, insiste l'un d'eux, ce sont les enregistrements des conversations des conseillers de Bourassa.

C'est une autre histoire hors Québec. « Si quelqu'un de mon gouvernement essaye de vous dire sans rire que nous ne sommes pas terrorisés par la sortie de Pierre Trudeau, sachez que vous aurez affaire à un sacré menteur », résume un fonctionnaire d'une province anglaise le lendemain matin.

Évanescant au Québec, l'effet Trudeau a bien l'air de vouloir coller à la peau du reste du Canada.

◆ RCM

qu'elle sent le tapis lui filer sous les pieds. En réalité, le maire est toujours entouré de conseillers personnels qui pensent comme lui, qui ne peuvent ni se remettre ou le remettre en question, qui partagent ses valeurs et sa façon de penser. Ce n'est qu'une question de temps avant que le naturel reprenne le dessus.

M. Prescott, pour qui le projet du RCM était « démocratique, moderne, transparent, stimulant, économe et progressiste », estime que le gouvernement municipal est devenu « bureaucratique, technocratique, arrogant, calculateur, secret, dépensier, indifférent, cynique et centralisateur ».

Tout cela, dit-il, a donné lieu à une administration déconnectée de sa base et au maintien à Montréal d'un « système fiscal qui décourage les gens de vivre en ville », une situation que l'administration attribue évidemment à d'autres facteurs.

La présidente du comité exécutif de la Ville, Mme Léa Cousineau, a réagi à ce départ en y voyant un geste « qui ne nous surprend pas » en raison du malaise qui persistait entre le démissionnaire et le caucus.

« Au bout de cet exercice démocratique, a-t-elle déclaré, un fait demeure : 37 conseillers sur 38 ont donné leur totale adhésion aux nouvelles orientations mises de l'avant par le maire et ils l'ont fait avec enthousiasme. Il est maintenant temps de passer à la réalisation de ce plan d'action. »

Quant au régime fiscal, Mme Cousineau affirme que l'administration Doré veut tout autant que M. Prescott le remettre en question et qu'elle y voit aussi d'importants problèmes, pour l'instant insolubles du fait que Québec détermine les règles et ne semble pas prêt de les changer de sitôt.

C'est à la demande de Montréal, dit-elle, que le ministre des Affaires municipales, M. Claude Ryan, a mis sur pied le Groupe de travail sur Montréal qui va aborder, notamment, les problèmes fiscaux mais aussi toutes les autres facettes de l'étalement urbain.

Mme Cousineau conteste que ce soit le seul compte de taxe qui fasse fuir les Montréalais vers les banlieues. Les programmes d'aide à la construction, le développement du réseau routier et de nombreux autres facteurs vont devoir être examinés de près, dit-elle.

Ni elle, ni M. Prescott n'ont évoqué la possibilité que d'autres conseillers puissent quitter les rangs du caucus de l'administration Doré.

◆ Parizeau

est-ce qu'ils avaient des contrats à terme à couvrir ? Je me pose des questions.

« Ce qui est par contre évident, c'est que nous avons été pendant quelques jours l'objet d'une manœuvre d'une banque canadienne, la plus grande en fait, destinée à faire baisser la valeur du dollar canadien. Quant aux motifs, on peut les interpréter de bien des façons. »

M. Parizeau s'est tout de même dit satisfait de ce que « depuis 24 heures, un certain nombre de vociférants aient décidé de donner une chance à la Banque du Canada. Nous verrons maintenant comment celle-ci, qui a fait jusqu'ici un assez bon travail, va stabiliser les choses. Mais, s'il vous plaît, donnons-lui une chance d'opérer convenablement sans chercher à faire des déclarations publiques prodigieuses. »

En tournée dans une région, la Mauricie, durement touchée par le chômage, le chef québécois a poursuivi sur l'économie en commentant les déclarations émises avant-hier par les firmes financières américaines Goldman Sachs et Moody's, qui estiment en substance que les bouleversements que connaît le pays sont moins imputables à l'éventualité d'une victoire du NON qu'à certains propos incendiaires tenus au cours de la présente campagne.

Il s'en est évidemment félicité, précisant qu'il voyait là « l'expression du sens commun. Mais il n'en demeure pas moins extraordinaire de penser que ça prend des institutions financières américaines pour calmer les esprits soulevés ici par une banque canadienne. Ce n'est pas le moindre des paradoxes du Canada. »

M. Parizeau a par ailleurs emprunté un ton plus léger pour commenter les déclarations de Pierre Trudeau, qui s'est livré jeudi soir à un matraquage systématique de l'entente de Charlottetown. Il a ainsi laissé savoir que le moment où les deux vieux adversaires se produiraient sur la même scène n'était pas pour demain, lui qui avait déjà confié être « mort de rire » à l'idée de faire cause commune avec l'ex-premier ministre. Hier, il a réitéré qu'il trouvait la perspective « amusante », tout en ajoutant qu'au-delà du NON, bien peu de choses unissaient les deux hommes.

« La dernière fois que nous avons été du même côté d'une bataille politique, c'était à l'époque de Duplessis. Mais cela dit, nous sommes là pour des raisons très différentes. M. Trudeau veut voter NON parce qu'il a une certaine vision du Canada, et je veux voter NON parce que j'ai une certaine vision du Québec. Et ces deux approches sont irréconciliables. »

M. Parizeau attribue plutôt cette liaison passagère à l'objet de la campagne. « C'est un référendum tellement torqué que je ne suis pas surpris que de telles choses se produisent. On ne parle même pas du même pays. »

À cet égard, les possibilités que les deux se produisent un jour sur une scène commune semblent bien minces. Le leader du NON a d'ailleurs écarté d'emblée qu'ils puissent faire campagne côte à côte. « Grands dieux non. Tout comme je ne me verrais pas en train de faire campagne avec Preston Manning. Toute sorte de gens votent NON pour toute sorte de raisons, et cela ne signifie pas que nous devions nous suivre les uns les autres ou marcher du même pas. »

Persuadé que la prise de position de l'ex-premier ministre n'aura que peu d'impact au Québec, le leader du NON a tout de même profité de l'occasion pour rappeler à l'ordre Robert Bourassa, qui avait lui-même affublé M. Trudeau du sobriquet de « perroquet de Jacques Parizeau ».

M. Bourassa se trompe lorsqu'il prétend que M. Trudeau dit NON parce qu'une victoire du OUI désavouerait la Constitution de 1982. En fait, c'est le contraire. Il est clair qu'une acceptation de l'accord de Charlottetown ramènerait le Québec dans la Constitution canadienne et équivaldrait à approuver le coup de force de 1982.

Outre ces dossiers, M. Parizeau a profité de la journée d'hier pour



◆ Dollar

changeant chaque jour au Canada ne sont qu'une goutte dans l'océan des quelque 700 milliards \$ en devises qui changent de mains quotidiennement dans le monde. Compte tenu de cette masse de fonds en mouvement perpétuel, la question de la fragilité des devises, de l'ensemble des devises et non uniquement du dollar, ne se pose plus.

Aucune ne peut être à l'abri d'un assaut des spéculateurs. Parmi les monnaies fortes, le mark a fluctué de 30 % depuis quatre ans, et le yen, d'environ 50 %. Malgré cette fluidité, le dollar canadien réussit très bien à tirer son épingle du jeu, avec une fluctuation de 7 %, de 17 % si l'on calcule l'écart du sommet au creux.

La Banque du Canada accomplit donc un boulot remarquable dans les circonstances, a souligné Luc Bussières, économiste au Conference Board. Après tout, les taux d'intérêt se sont repliés de 8 % au cours des deux dernières années. « Mais avec le niveau d'endettement des gouvernements, la marge de manœuvre des banques centrales s'en trouve réduite, et de beaucoup. »

Le Canada, c'est une dette fédérale de 450 milliards \$, dont 200 milliards \$ financés à l'étranger. C'est également un endettement international total de 270 milliards \$. C'est aussi une somme des déficits, fédéral et provinciaux, de 60 milliards \$ par année, soit l'équivalent de 7 % du produit intérieur brut, canadien, qui ne peut difficilement s'alimenter à même les 75 milliards \$ épargnés annuellement par les Canadiens. Il en résulte une ponction sur l'épargne mondiale et une interdépendance des politiques monétaires, dominée par les trois Grandes Soeurs, le yen, le mark et le dollar américain.

La concurrence est très forte sur la scène internationale. « Pour attirer les capitaux étrangers, tu dois te comporter comme un élève modèle. Tu ne peux te permettre un *run* sur ta devise, au risque de devoir verser une prime pour risque de fluctuation, d'influer sur le coût du financement et, donc, d'altérer ta compétitivité. »

aborder de manière plus précise les problèmes avec lesquels Trois-Rivières, capitale nationale du chômage, est aux prises. Il a ainsi pris soin de rappeler, à l'encontre de ce que M. Bourassa avait déclaré la veille au même endroit, qu'un OUI ne constituait en rien un gage de redressement de l'économie locale.

S'appuyant sur un sondage paru le jour même et donnant au Parti québécois une confortable avance dans la faveur de l'électorat de la région (56 % contre 40 % au PLQ), il s'est dit d'avis qu'une telle tendance faisait état de « la lassitude des gens après deux ans et demi de chômage et de récession. »

Or, à cela le verdict du 26 octobre ne changera rien, dit-il, car « ce sont toujours les deux mêmes premiers ministres qui seront au pouvoir », thème qu'il a repris à satiété depuis le début de la campagne pour rassurer ceux qui craignent qu'un NON n'entraîne des changements importants au lendemain même du référendum.

Enfin, la tournée du NON en Mauricie a pris fin sur une note plus joyeuse, hier en soirée à l'Université du Québec à Trois-Rivières, alors qu'on a présenté les quelque 300 porte-parole du comité-parapluie à l'occasion d'un grand spectacle de ralliement mettant notamment en vedette la chanteuse Marie-Denise Pelletier.

◆ Stress

un membre de la famille à qui on avait diagnostiqué une dépression. Parmi les Canadiens, les Québécois sont ainsi les plus susceptibles de connaître une personne dépressive.

Maurice Marchon, à l'instar de la majorité des économistes, appuie la politique menée par la Banque du Canada qui n'hésite pas, et n'hésitera pas s'il le faut, à élever les taux d'intérêt d'un autre 2 %, pour défendre le dollar. Tu n'as pas le choix, dit-il. Une crise du dollar serait pire, même si la remontée des taux à ce stade-ci serait dramatique pour une économie en soit d'un remontoir.

Le remède est-il efficace ? Tout est fonction du temps d'observation. À court terme, au jour le jour, la Banque du Canada peut soutenir le dollar en intervenant directement et en puisant à même ses quelque 14 milliards \$ de réserve. Mais la portée de cette intervention est très limitée et dépasse rarement le cadre d'une journée. La semaine dernière, selon une extrapolation des mouvements observés, plus de 3 milliards \$ ont ainsi été mis à contribution, sans succès.

Le seul levier véritable consiste donc à moduler la structure des taux d'intérêt de court terme selon la graduation désirée. Ce sont les taux d'intérêt qui viennent affecter les mouvements internationaux de capitaux. Mais les retombées d'une action sur le loyer de l'argent ne sont pas immédiates. Entre temps, nul ne peut contrecarrer l'emprise des spéculateurs.

La Banque du Canada a pour mandat de défendre le dollar. Non pas de lui imprégner une tendance, mais bien de s'assurer que l'évolution se fait de façon ordonnée. Il en va de la stabilité de la devise, qualité première de toute monnaie. Le repli du dollar depuis un an, de 89 à moins de 80 cents US, témoigne de cette volonté de laisser le marché établir un point d'équilibre pour la devise, que la très grande majorité des analystes situe entre 80 et 82 cents US.

« Lorsque les mouvements sont brusques, elle se doit toutefois d'émettre un signal clair. Dans un environnement où prime la fébrilité et l'émotivité, un laissez-faire serait dangereux puisqu'on ne peut identifier un point de rupture. » Mais Luc Bussières insiste : tant que la situation est temporaire, la remontée des taux d'intérêt ne serait être dommageable pour l'économie, aussi atonique soit-elle. « Il n'y a pas de doute

que la Banque du Canada joue présentement avec le feu. »

Pourquoi cette obsession pour la stabilisation ? Les trois quarts des échanges commerciaux du Canada se font avec les États-Unis. Et 95 % des jeux de devises impliquent le dollar américain. L'impact inflationniste d'un dollar faible est indéniable. Chaque recul de 1 cent du dollar ajoute environ 0,25 % au taux d'inflation.

À 1,2 %, le taux d'inflation se situe bien en deçà de la cible de 3 % fixée par la Banque du Canada pour fin 1992, ce qui accorde, à prime abord, une certaine latitude à la banque centrale. Or, l'impact d'une politique monétaire se faisant sentir sur un intervalle de deux ans, c'est en fonction d'une cible de 2 %, fin 1995, que la Banque du Canada travaille présentement. La chute de 9 cents US du dollar, combinée à l'inflation actuelle, se traduit par un taux de 3,5 %.

C'est toute la planification financière des entreprises qui s'en trouve chambardée par une fluctuation désordonnée, qui rend toute stratégie de « hedging » périlleuse.

S'ajoute, enfin, une élévation du coût du financement, qui se reflète principalement dans les taux d'intérêt de long terme. Déjà très élevés en termes réels (7,5 %), ces taux reflètent l'état de la concurrence sur le marché mondial des capitaux, le jeu de l'offre et de la demande, la base économique de chacun des pays, leur capacité de produire des biens et services, et la stabilité du climat politique. Une crise de confiance dans le dollar viendrait s'inscrire en surprime. Avec 450 milliards \$ de titres canadiens détenus par des étrangers, dont 300 milliards \$ sous forme de dette, le rapport de force est déséquilibré.

La Banque du Canada n'a pas le choix. Ou elle laisse le marché dicter le coût du crédit, ou elle absorbe les énormes besoins financiers des gouvernements. Plusieurs pays d'Amérique du Sud ont, au début des années 1980, emprunté cette deuxième avenue. Ils ont eu recours au financement inflationniste et ont, par ricochet, reporté la médication. La rupture fut brutale, l'inflation galopante et le chômage, épidémique.

déprime, le plus faible taux au Canada.

Finalement, les hommes et les femmes sont stressés et déprimés dans une même proportion.

Le stress et la dépression sont des phénomènes différents, explique Michel Sabourin. « Le stress est souvent lié à l'activité tandis que la dépression peut être liée à l'inactivité. »

Les gens ne perçoivent pas toujours cette différence, indique Shimon Dolan, de l'Université de Montréal.

C'est pourquoi les résultats d'un tel sondage doivent être interprétés avec prudence. « Il est toujours difficile d'analyser des données statistiques. Certaines corrélations statistiques sont parfois trompeuses », croit M. Sabourin.

En fait, les résultats de ce sondage sont précis à plus ou moins 2,9 points, 95 fois sur cent.

3 octobre par la PC et l'AP

- 1991: la Serbie et l'armée fédérale s'arrogent le droit de décider seules de l'avenir de la Yougoslavie.
- 1987: décès du dramaturge Jean Anouilh en Suisse à l'âge de 77 ans.
- 1985: en visite à Paris, Mikhaïl Gorbatchev préconise des négociations séparées avec les Français et les Britanniques concernant les réductions d'armes nucléaires en Europe.
- 1983: l'avocate Claire Lortie plaide non coupable à une accusation de meurtre.
- 1981: les Expos de Montréal battent les Mets 5-4 à New York pour remporter un premier championnat de leur division dans la Ligue nationale de baseball.
- 1980: le Québec dit non à la formule de rapatriement de la constitution proposée par le premier ministre Trudeau.
- 1978: la télévision fait son entrée à l'Assemblée nationale à Québec.
- 1977: Indira Gandhi, premier ministre indien, est interpellée à New Delhi, sur accusation de corruption.
- 1971: mise en orbite lunaire de la sonde automatique soviétique Luna 19.
- 1966: le Lesotho, ancienne colonie britannique du Basutoland, accède à l'indépendance.
- 1952: explosion de la première bombe atomique britannique dans le Pacifique, au large de l'Australie.
- 1950: Air France inaugure la liaison Paris-Montréal.
- Ils sont nés un 3 octobre: Le compositeur français Camille Saint-Saëns (1835-1921); le poète et romancier français Louis Aragon (1897-1982); l'écrivain américain Gore Vidal (1925).

LE DEVOIR

- Renseignements..... (514) 844-3361
- Administration..... (514) 844-3361
- Rédaction..... (514) 842-9628
- Annonces classées..... (514) 286-1200
- Publicité..... (514) 842-9645
numéro sans frais..... 1-800-363-0305

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

Montréal..... (514) 844-5738
Extérieur (sans frais)..... 1-800-463-7559

Service à la clientèle
LE DEVOIR
211, St-Sacrement,
Montréal QC H2Y 1X1

RÉSIDENCES DE PRESTIGE

NOTRE NOUVELLE RUBRIQUE

À VOIR AUJOURD'HUI
À LA PAGE B-12
ANNONCES CLASSÉES

POLITIQUE

Le référendum

En attendant la grand-messe...

Le dernier débat des chefs remonte à 1962

COMME à chaque élection ou référendum au Québec depuis 30 ans, les chefs de partis passent un temps considérable à débattre sur l'opportunité de s'affronter en débat télévisé.

Depuis 1962, ils ont débattu tant et si bien de l'opportunité de s'affronter en débat que ces débats n'ont finalement jamais eu lieu.

Le seul grand débat télévisé entre leurs chefs politiques dont les Québécois ont pu bénéficier remonte à 1962. Ce fut un match tout à fait mémorable, entre le premier ministre Jean Lesage et le chef de l'Union nationale, Daniel Johnson.

En pleine possession de ses immenses moyens, frais et dispos, et bien conseillé en cette science, alors toute nouvelle, de la télévisé, le premier ministre Jean Lesage n'avait fait qu'une bouchée de Daniel Johnson, tendu et nerveux.

Depuis lors, les projets de débats télévisés au plan québécois ont échoué sur toute sorte de considérations stratégiques et tactiques.

Il y a bien eu quelques débats à la radio (en 1976, entre le chef péquiste René Lévesque et le premier ministre Bourassa; en 1985, entre M. Bourassa et le premier ministre (de deux mois) Pierre-Marc Johnson. Mais pas à la télé, contrairement à la pratique fédérale, où les affrontements de 1984 — entre Brian Mulroney et Joe Clark — et de 1988 — entre Mulroney, Clark et le néo-démocrate Ed Broadbent — sont restés mémorables.

Au Québec, au moins un duel reste inoubliable: celui dans lequel le ministre des Finances, M. Raymond Garneau, avait proprement démolit, en octobre 1973, le fameux et téméraire budget de l'An 1 de l'État québécois de M. Jacques Parizeau.

« L'écran du bonheur », pour reprendre le terme de Jacques Godbout, est le plus puissant instrument de l'arsenal des nombreux outils d'information dont les citoyens disposent. À mon avis de scribe qui reste désespérément accroché à la noblesse prééminente de l'écrit, l'on accorde beaucoup trop d'importance à la magie bavardeuse de l'écran comme moyen d'aller au fond des choses.

Plus souvent qu'autrement, son impact est celui d'un show, bon pour la cote d'écoute, mais pas essentiel à la compréhension des enjeux fondamentaux.

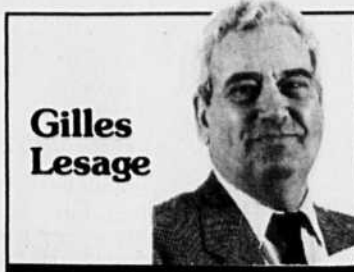
Toutefois, en campagne électorale ou référendaire, un face à face entre les principaux aspirants ou belligérants est vivement attendu et considéré comme allant de soi. Du moins, une bonne partie des citoyens souhaitent ces échanges corsés, « devenus la grand-messe du rituel démocratique », selon le mot savoureux du politologue Denis Monière.

PLUS QU'IL en est ainsi, et comme MM. Bourassa et Parizeau prétendent qu'ils sont disposés à se prêter à cet exercice démocratique, aussi bien qu'il ait lieu, dans les meilleures conditions qui soient. Cela est loin d'être acquis. Dès le début de la campagne, il y a deux semaines, les grands réseaux ont offert leurs ondes aux chefs du OUI et du NON. Ils se sont même entendus pour que, comme on le fait à Ottawa d'ailleurs, les arrangements conclus avec un réseau soient aussi valables et partagés avec les autres. De sorte que, oubliant leur féroce concurrence pour une heure ou deux, tous puissent

télédiffuser en même temps le face à face au sommet.

Cette formule sourrait à M. Parizeau, si le débat avait lieu dans un studio de télévision, avec un animateur neutre et une liste de questions préalablement établie.

Le président du NON y est d'autant favorable que son option a le vent dans les voiles, selon les sondages.



Gilles Lesage

PROBABLEMENT pour cette raison et bien d'autres, qui tiennent à son tempérament et à son style moins flamboyant, M. Bourassa a sorti de son chapeau de prestidigitateur une autre formule, tarabiscotée.

Il propose une interpellation à l'Assemblée nationale, du genre de celle que le chef de l'opposition et lui-même ont tenue en novembre dernier, et qu'il a remportée haut la main. Pour la bonne et simple raison que ce genre de débat, prévu dans les règlements de l'Assemblée, donne la part belle au gouvernement et à ses porte-parole qui la dominent à trois contre un.

En d'autres mots, les dés sont pipés pour la majorité, qui ne se prive pas de sa force massive, du moins quant au nombre et à l'applaudissement. Pour atténuer ce déséquilibre, M. Bourassa se dit disposé à modifier les règles habituelles, de sorte que les deux chefs bénéficient du même temps de parole. Pour cela, il faudrait convoquer l'Assemblée. À moins de trois semaines du grand rendez-vous, c'est impensable.

A vrai dire, M. Bourassa, passé maître en esquivant, a trouvé ce truc commode pour se défilier sans trop en avoir l'air. Car s'il avait vraiment voulu une interpellation à l'Assemblée, il aurait pu proposer de changer les règles en conséquence, alors même que tous les députés étaient à Québec, le mois dernier, pour modifier la loi 150 et adopter la question référendaire sur l'entente de Charlottetown.

Avec raison, le premier ministre fait valoir que le Parlement est la Maison de la démocratie, le forum privilégié des Québécois. Il serait plus convaincant s'il avait pris les moyens, en temps utile, pour qu'un affrontement télévisé — avec son honorable ami d'en face, selon le jargon parlementaire — ait lieu au vénérable Salon de la race...

PLUS ÇA change, plus c'est pareil. En 1985, on avait aussi ergoté longtemps autour du débat sur le référendum, sans qu'il ait lieu en bout de ligne. Trivialités et pertes de temps qui distraient des vraies questions. En 1989, M. Bourassa, pour des raisons cousues de fil blanc, avait utilisé subterfuges et faux-fuyants pour se défilier sans dommages. C'est la même histoire cet automne.

On dit que le chef du OUI a tout à perdre d'un tel échange. En est-on si sûr? Le premier ministre manie habilement le verbe, l'image et l'écran, sa crédibilité est grande, il inspire confiance. Avec M. Parizeau, ça ferait un duel stimulant.

ni, a fortiori, à quel endroit.

En effet John Parisella, chef de cabinet de M. Bourassa, souhaitait, hier dans un communiqué, que « ce débat se tienne à l'Assemblée nationale et que M. Jean-Pierre Saint-Onge (président de l'AN) agisse à titre de modérateur ».

Par contre, Hubert Thibault, directeur de cabinet de M. Parizeau, écrit que « l'équilibre dans les règles de forme et de fond exclut la formule de l'interpellation parlementaire. D'emblée un studio de télévision nous semble mieux garantir ces conditions de base ».

Par ailleurs, le réseau privé espère organiser des débats régionaux (cinq ou plus) durant la campagne; chaque station de TVA impliquée le diffuserait dans son marché et non sur le réseau.

Le OUI minimise l'effet Trudeau

Mulroney juge que Trudeau a confirmé les gains du Québec

Pierre Cayouette
Envoyé spécial

CAP-DE-LA-MADELEINE — Brian Mulroney estime que la charge dévastatrice de Pierre Elliott Trudeau contre l'accord de Charlottetown confirme la réussite de Robert Bourassa et les gains réels du Québec.

« M. Trudeau a vraiment planté des clous dans le cercueil du Comité du NON. Si j'ai bien compris, M. Trudeau est en train de dire 'moi je suis content parce que M. Bourassa a trop bien réussi', a ironisé hier le premier ministre Mulroney.

Au second jour de son passage en Mauricie et au lendemain de la sortie vitriolique de M. Trudeau, le premier ministre Mulroney a évité toute déclaration incendiaire et toute effusion.

Quand un amateur de radio de Trois-Rivières lui a demandé de commenter l'attaque de M. Trudeau, hier matin, M. Mulroney s'est d'abord esclaffé avant de préciser qu'il n'avait pas vraiment pris connaissance des propos de l'ex-premier ministre. Il n'en savait que ce qu'en rapportaient les journaux.

« Il (Trudeau) n'a pas vraiment changé d'opinion depuis 40 ou 50 ans. Il a été au pouvoir pendant 16 ans. Il avait des gouvernements majoritaires. Il avait toutes les possibilités de régler le problème. Or il n'a pas réussi », a ajouté M. Mulroney.

Accusé d'avoir fait trop de concessions aux provinces, M. Mulroney a répliqué en rappelant que « la plus extraordinaire des concessions du gouvernement fédéral demeure la clause « nonobstant » permettant

aux provinces de se soustraire à la Charte des droits et libertés. Et c'est l'oeuvre de M. Trudeau ».

Plus tard, devant quelque 600 convives réunis par la Chambre de commerce de Cap-de-la-Madeleine, le premier ministre du Canada a poursuivi ses attaques contre M. Trudeau. Il s'est attaqué cette fois aux ratés de ses politiques économiques.

« Nous avons hérité comme gouvernement d'une situation économique pénible, difficile (...) Pendant 15 ans, mon prédécesseur majoritairement les dépenses du gouvernement du Canada à un rythme de 14% par année. On a réduit ça à 3,2% avec des compressions extraordinaires », a dit M. Mulroney.

Le premier ministre n'a par ailleurs pas apprécié les conclusions d'études dévoilées jeudi par la firme de cotation Moody's et la firme de courtage Goldman Sachs.

Ces deux sociétés américaines soutenaient, contrairement à la Banque Royale, qu'un NON au référendum du 26 octobre ne constituerait pas une catastrophe.

M. Mulroney a qualifié de « bagatelles » les assertions de Moody's par rapport aux thèses de la Banque Royale.

« La Banque Royale est une des plus grandes institutions du monde. Moody's ne fait que de la cotation. Il n'y a aucune comparaison qui tienne entre Moody's et la Banque Royale ».

Du même souffle, M. Mulroney a mis au défi le président du Comité du NON, M. Jacques Parizeau, de montrer une étude qui prouverait les bienfaits économiques de la souveraineté.



Le premier ministre Mulroney descend de sa limousine pour participer à une émission radiophonique à Trois-Rivières dans le cadre de la campagne référendaire.

Tout au long de son passage dans cette région dévastée par le chômage qu'est la Mauricie, M. Mulroney a mis à fond sur l'incertitude que provoquerait un NON au référendum.

Dans un autre ordre, le premier ministre Mulroney s'est dit irrité par l'engagement de la Centrale des enseignants du Québec (CEQ) en faveur du NON et de la souveraineté du Québec.

Bien qu'il refuse d'y établir un lien direct avec le fort taux de décrochage qui afflige le Québec, M. Mulroney juge « regrettable » l'approche philosophique et politique défendue par les syndicats d'enseignants québécois depuis 1972.

« Je pense que s'il y a des acteurs de notre société qui doivent être dé-

politisés, voire apolitiques, ce sont nos enseignants. On leur confie nos enfants. Je pense que leur formation ne doit pas être partisane ».

M. Mulroney visait surtout les dirigeants de la CEQ. « Je crois que la quasi-totalité de nos enseignants ne sont pas partisans. Mais leurs dirigeants syndicaux ont fait de la CEQ un instrument politique », a-t-il renchéri.

M. Mulroney a rappelé « qu'il y avait récemment dans LE DEVOIR un rapport sur les résultats pédagogiques de nos enfants qui démontrait que ce n'est pas très riche ».

À l'occasion de son conseil général, le 18 septembre dernier, la Centrale des enseignants du Québec a invité ses membres à voter NON au référendum du 26 octobre.



Le premier ministre Robert Bourassa, qui replace ici sa coiffure peu avant une entrevue radiophonique, a soutenu, hier, à Hull, que le OUI avait le vent dans les voiles.

Bourassa l'accuse de diviser le pays

Michel Venne
envoyé spécial

AYLMER — L'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau n'a « jamais eu de scrupules à diviser les Canadiens » et c'est ce qu'il continue de faire en invitant la population à répondre NON le 26 octobre, a soutenu hier le chef du OUI, M. Robert Bourassa.

Dans une entrevue à CKCH, la radio de Télémedia à Hull, M. Bourassa a déclaré que M. Trudeau avait « gouverné en divisant les Canadiens les uns les autres ». Il a dénoncé « l'approche simpliste et simplifiée » développée par M. Trudeau, jeudi soir, dans sa critique de l'entente.

Ce dernier s'insurgeait entre autres contre le fait que l'accord établisse une hiérarchie entre les classes de citoyens, plaçant les francophones du Québec dans une classe à part. La clause Canada de l'accord de Charlottetown, « une clause raciste », dit M. Trudeau, évacue le principe de l'égalité des citoyens.

« Ce n'est pas une hiérarchie des droits, dit M. Bourassa. C'est un équilibre. M. Trudeau n'a jamais accepté le fait que le gouvernement du Québec soit le seul responsable à une majorité de langue française en Amérique du Nord. » Il ajoute que le Canada est un pays complexe qui doit être gouverné avec souplesse.

Mais M. Bourassa voudrait bien ne pas devoir utiliser son temps à donner la réplique à Pierre Trudeau « qui répète ce qu'il a toujours dit ». Il souhaite que les trois semaines qui restent à la campagne puissent servir à expliquer le contenu de l'entente et convaincre les Québécois de l'endosser.

À la radio, il a défendu plusieurs aspects de l'accord. Il a présenté le chapitre sur les autochtones comme le résultat d'une réconciliation historique. « Si on ne s'entend pas avec

eux, dit-il, toutes les tensions qu'on a eues en Amérique du Nord ça va pas disparaître par enchantement », dit-il.

Il ajoute qu'un OUI le 26 octobre n'est pas en soi une garantie que tous les problèmes vont s'évaporer, faisant remarquer que les Mohawks de Kahnawake sur la rive sud de Montréal et de Kanesatake (Oka), rejettent l'accord.

Au sujet des pouvoirs, M. Bourassa a défendu l'idée qu'il faille négocier des ententes pour encadrer le transfert de fonds et de responsabilités dans divers secteurs. Dans les sociétés modernes, dit-il, on négocie constamment entre voisins. « Si le Québec devient souverain, dit-il, ce serait 100-150 traités à négocier, et pas les moindres. »

Le premier ministre n'a cure des commentaires formulés par les firmes de courtage Moody's et Goldman Sachs selon lesquelles un NON au référendum n'amené pas une catastrophe mais simplement le maintien du statu quo.

« Personne n'a dit que le 27 octobre ce serait l'effondrement. Mais en votant pour le NON, il y a une possibilité de rupture de la fédération. Si on vote NON, c'est quoi la solution? Certainement pas retourner à la table. Après un NON, c'est le point d'interrogation. »

M. Bourassa s'est par la suite rendu à Aylmer en Outaouais pour annoncer le démarrage d'un projet de 26 millions dans le domaine de l'informatique, dont 12 millions provenant du Fonds de développement technologique du gouvernement du Québec, la moitié en crédits d'impôt.

Le premier ministre a déclaré qu'il souhaitait mettre en relief le plus souvent possible dans cette campagne des projets créateurs d'emplois, surtout dans des secteurs de pointe qui constituent « la quintessence du développement économique ».

Les conservateurs attaquent la crédibilité de l'ex-premier ministre

QUÉBEC (PC) — Les ministres du gouvernement Mulroney ont entrepris hier de miner la crédibilité de Pierre Elliott Trudeau et d'atténuer la portée de ses propos de jeudi en faveur du rejet de l'entente constitutionnelle de Charlottetown.

À Québec, le ministre d'État à l'Agriculture Pierre Blais a fait sa part en rappelant que l'ancien premier ministre canadien a rapatrié la Constitution en 1982 sans tenir compte des droits des Québécois.

« Faut-il du front pour venir nous faire la leçon hier soir (jeudi), pour nous parler des problèmes des droits individuels des Canadiens. Mon oeil! Qu'en est-il des droits individuels des sept millions de Québécois qui sont restés sur le banc de neige en 1981 au moment du rapatriement de la Constitution? C'est pas rien, ça. »

« Rapatrier la Constitution et laisser de côté sept millions de Québécois... Nous, on travaille pour réparer cet échec et on se fait sermoner. Ça prend-tu du front », a dit le ministre devant une centaine de militants conservateurs à un dîner du parti hier midi.

Les convives avaient répondu à l'invitation dans l'espoir d'entendre également le chef de cabinet du premier ministre Mulroney, M. Hugh Segal.

Ce dernier s'est cependant décomposé à la dernière minute et M. Blais l'a excusé en faisant lecture d'une lettre de M. Segal. Le confédéré n'a pas seulement ridiculisé M. Trudeau. Il a associé aussi MM. Jacques Parizeau et Lucien Bouchard dans son attaque con-

tre les ténors du NON. Là également, M. Blais a cherché à tourner en risée certaines alliances qu'il juge pour le moins étranges.

« Que dire maintenant de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard. Ils ont réussi à obtenir l'appui des gens du CoR (parti de Confederation of Regions), de Preston Manning (Reform Party), un autre grand ami du Québec et c'est maintenant Pierre Elliott Trudeau. Tous ensemble... belle équipe. Une belle équipe de bâtisseurs, entre vous et moi... C'est à peu près ce qu'on a pu voir de pire gang de destructeurs de notre pays depuis la Confédération », a raillé M. Blais.

Il a poursuivi en disant que ces gens « veulent nous apprendre, à nous, comment faire pour rassembler les Québécois. Le clou de la soirée de jeudi soir, si on ne l'avait pas vu ce serait difficile à croire, a été de constater que M. Trudeau est contre, qu'il va voter NON parce que les offres en donnent trop au Québec. Rendre justice au Québec c'est lui en donner trop. C'est ça la société juste de M. Trudeau. »

M. Blais a hâte « de voir M. Parizeau et Lucien Bouchard se dépêtrer avec ça sur la même tribune où on va retrouver M. Trudeau qui est contre parce que l'on en donne trop au Québec et M. Parizeau parce qu'on n'en donne pas assez au Québec. Ça donne à réfléchir. Je ne sais pas si ces gens-là prennent des Québécois pour des valises... Je pense que les Québécois sont plus intelligents que ça », a ajouté le ministre.

DÉBAT TÉLÉVISÉ TVA et Radio-Canada attendent toujours une réponse des chefs

de la Presse canadienne

LES RÉSEAUX TVA et Radio-Canada n'avaient pas reçu, hier, la décision formelle des camps du OUI et du NON de tenir un débat des chefs, Robert Bourassa et Jacques Parizeau; les deux réseaux souhaitent une diffusion simultanée de ce débat référendaire.

« Nous mettons encore de la pression sur eux (les deux camps), afin de créer une dynamique pour réunir les deux chefs dans la même pièce », a souligné Philippe Lapointe, directeur des nouvelles à Télé-Métropole.

Dirigé par un modérateur, l'éventuel débat durerait au maximum 90 minutes, a dit M. Lapointe au sujet des principales balises. Une porte-parole de Radio-Canada a indiqué que les deux camps n'ont pas encore décidé si ce débat aura lieu ou non,

Bob Rae y voit un «coup bas»

Suzanne Dansereau
de la Presse canadienne

TORONTO — « Un coup bas » : voilà comment le premier ministre de l'Ontario, Bob Rae, a qualifié hier l'intervention de Pierre Trudeau en faveur du NON dans la campagne référendaire.

« Je n'ai aucun respect pour ce qu'il fait, c'est destructif et égoïste et c'est basé sur une malhonnêteté intellectuelle, c'est de la polémique mesquine », estime M. Rae, qui est l'un des architectes de l'accord constitutionnel de Charlottetown.

« Il est temps que nous lui attaquions son grelot. »

M. Rae croit que les arguments de l'ex-premier ministre canadien sont faux : « Il est faux de dire que la société distincte donne plus de droits au Québec; il est faux de dire que les droits collectifs vont l'emporter sur les droits individuels; que le fé-

déral donne tous ses pouvoirs aux provinces », a expliqué M. Rae à l'occasion d'une émission de ligne ouverte à la radio de CBC, au cours de laquelle il a dû affronter des auditeurs qui disent NON à l'accord et soutiennent M. Trudeau dans ses opinions.

L'essence de l'accord de Charlottetown, c'est la réconciliation et le compromis, a-t-il expliqué par la suite. « Cet accord est fondé sur ce que nous sommes, pas sur une vision, que ce soit celle de M. Trudeau ou celle de M. Manning. »

Dans un pays aussi diversifié que le Canada, il est impossible de faire prévaloir une vision, croit M. Rae. Lorsqu'un auditeur lui a fait remarquer qu'il était allé contre la politique du NPD sur l'abolition du Sénat, M. Rae a répliqué : « Vous préférez peut-être un Pierre Trudeau qui a nommé 16 de ses chums au Sénat trois jours avant son départ? »

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La victoire de Perot n'est pas acquise

Le milliardaire y va de plus de un million de sa poche en publicité

d'après AFP et Reuter

WASHINGTON — La presse américaine s'interrogeait hier sur l'impact réel qu'aura la candidature du milliardaire texan Ross Perot sur la campagne présidentielle et son déroulement du 3 novembre.

« Le vrai choix présidentiel se situe entre Bush et Clinton », affirme *USA Today* dans le titre de son éditorial. « Voter en faveur de M. Perot peut servir à exprimer un mécontentement envers le gouvernement fédéral mais ne changera certainement rien à Washington », poursuit le quotidien. « Les électeurs devraient se méfier de la stratégie de M. Perot qui consiste à réduire le débat électoral aux seuls moyens de réduire le déficit budgétaire », conclut le journal à diffusion nationale.

« M. Perot définit sa candidature comme apolitique et se présente comme Monsieur Je répare tout », note le *Washington Post* dans un commentaire. « Mais qu'est-ce au juste que M. Perot veut réparer ? Et comment ? Que ferait le président Perot ? », s'interroge le quotidien de la capitale américaine qui avoue être resté sur sa faim quant aux solutions pouvant être apportées par l'homme d'affaires texan aux problèmes auxquels sont confrontés les États-Unis.

Pour le *Los Angeles Times*, le soutien dont bénéficie actuellement M. Perot (7 % des intentions de vote selon un sondage Gallup publié jeudi soir) « s'effritera au fur et à mesure que se rapprochera l'élection », l'électorat prenant progressivement

conscience que le milliardaire texan « n'a pratiquement aucune chance de l'emporter ». « Toutefois, grâce à sa logistique, Ross Perot a les moyens financiers d'acheter du temps d'antenne (à la télévision) et de canaliser de cette manière le vote protestataire », ajoute le quotidien californien.

Le *Wall Street Journal* fait la même observation : « La candidature de Ross Perot intervient à un moment où le candidat Bush doit mobiliser les médias pour qu'ils rapportent au public ses attaques contre Bill Clinton ». « Perot semble avoir quitté la campagne au bon moment pour Clinton et y être revenu à un moment favorable au candidat démocrate », affirme le quotidien financier. « Mais aucun des candidats n'est réellement enthousiasmé par cette candidature en raison de l'incertitude qu'elle provoque », ajoute-t-il.

Pour le *New York Times*, « M. Perot croit incarner le sentiment national ». « En se déclarant, il a décrit une Amérique où un homme, lui-même, est porteur de la volonté suprême du peuple, une volonté dont il avait précisément connaissance et qui a été ignorée par le gouvernement et les deux grands partis », explique le journal. « M. Perot veut simplement se débarrasser de l'étiquette de « défaitiste » qui lui a été collée après son retrait de la course en juillet », conclut-il.

Enfin le *Washington Times* raille le milliardaire qui a annoncé sa candidature « après s'être retiré sur son Sinai de Dallas ». « Entouré de bru-

nettes et de blondes, M. Perot nous a informé que des volontaires avaient trouvé George Bush et Bill Clinton sans intérêt mais qu'ils avaient trouvé en lui le dernier espoir » pour les États-Unis. « Oui Monsieur, Citizen Perot est revenu »...

D'autre part, le milliardaire texan est prêt à investir la semaine prochaine plus d'un million de dollars dans une campagne de promotion télévisée de sa candidature à la Maison Blanche, a-t-on appris hier auprès des grands réseaux de télévision des États-Unis.

Au lendemain de sa déclaration, l'homme d'affaires texan a acquis pour 380 000 dollars de la chaîne CBS 30 minutes de temps d'antenne devant être diffusées mardi, avant un match de la phase finale du championnat professionnel de baseball, a confirmé un porte-parole du réseau.

M. Perot a également tenté d'acheter pour 620 000 dollars 30 minutes de temps d'antenne à ABC, mais sans aboutir à un accord avec la chaîne. Enfin, la chaîne NBC a demandé 150 000 dollars pour 30 minutes devant être diffusées le 9 octobre, mais n'a pas reçu de réponse du candidat indépendant.

En revenant jeudi dans la course à la présidence, M. Perot avait prévu qu'il envisageait une campagne médiatique « lourde ». Il avait quitté la salle où il venait de se déclarer en lançant aux journalistes : « Je dois y aller, aller payer les pubs ».

Quant à son colistier, James Stockdale, que s'est choisi le milliardaire, c'est un ancien du Vietnam, décoré pour hauts faits de guerre.

Cet homme de 68 ans, aujourd'hui vice-amiral en retraite, est également un universitaire qui travaille comme chercheur pour l'Institut Hoover, l'un des grands foyers intellectuels conservateurs de l'université Stanford.

« Il n'y a pas d'homme plus valeureux dans ce pays (...) Il a subi l'épreuve du feu comme peu d'autres humains l'ont jamais fait. C'est un modèle formidable », a dit de lui Ross Perot, qui fut autrefois comme lui un cadet de l'École navale américaine.

James Stockdale, un ancien pilote de chasse de l'aéronavale, est resté prisonnier huit ans au Vietnam, après que son avion eut été abattu au-dessus du Nord-Vietnam pendant les années 1960. Il y a connu la torture, les fers aux pieds et le régime cellulaire.

Décoré de la Médaille d'honneur pour sa conduite héroïque à la tête des prisonniers de guerre américains détenus à Hanoi pendant la guerre du Vietnam, James Stockdale a quitté la Marine en 1979 avec le grade de vice-amiral.

Il a raconté ses souvenirs de guerre dans un ouvrage intitulé : « Une expérience vietnamienne : dix ans de réflexion », et est l'auteur de « En amour et à la guerre », qui a été adapté à la télévision en 1987.

Son épouse, Sybil, a pris la tête des associations de familles d'anciens combattants du Vietnam qui ont fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il obtienne la libération des Américains encore captifs en Asie du Sud-Est.

Le Sénat américain ratifie le traité START

WASHINGTON (AFP) — La ratification jeudi du traité START par le Sénat américain constitue un petit pas dans le processus du désarmement, ce traité étant désormais « dé-passé » par de nouveaux accords plus larges, un pas indispensable cependant, pour que ces textes aient un jour force de loi.

Depuis sa signature par les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev, à Moscou en juillet 1991, ce traité de réduction des armes stratégiques a été suivi de trois grandes initiatives : deux propositions américaines auxquelles l'URSS puis la Russie avaient répondu favorablement, et un accord américano-russe.

Premier accord de réduction réelle de réduction des armements, START vise à éliminer sur sept ans environ un tiers des ogives nucléaires. Le traité, valable pour 15 ans renouvelables tous les cinq ans, fixe des limites théoriques de 6000 têtes nucléaires et 1600 lanceurs, mais, en raison de la complexité des règles de décompte, les États-Unis réduiront leur arsenal nucléaire d'environ 13 000 à 9 000 têtes, et la Russie de 11 000 à quelque 6500 têtes.

L'administration américaine n'en a pas pour autant abandonné le principe de la « prévention nucléaire », qu'elle considère comme vitale pour sa sécurité. C'est pourquoi George Bush, James Baker, Dick Cheney et Colin Powell avaient tous insisté auprès du Sénat pour une ratification rapide.

Avec ce dernier accord, le nombre des têtes nucléaires diminue encore : 3 500 pour les États-Unis et

3000 pour la Russie. Le texte, qui doit encore prendre la forme d'un traité, vise surtout la disparition des missiles terrestres à têtes multiples, considérés comme les plus dangereux et les plus déstabilisateurs.

La Russie renoncera notamment aux SS-18 et SS-24, missiles à têtes multiples qui constituent le cœur de sa force de frappe, et les États-Unis s'engageraient à renoncer à 50 missiles intercontinentaux MX Peace-keeper, porteurs de dix têtes, et modifier leur 500 Minuteman III pour les doter d'une tête et non plus de trois.

Entre les signatures de START et de l'accord de juin, le président Bush avait également annoncé deux mesures unilatérales de désarmement. En septembre 1991, le président Bush proposait notamment l'élimination des armes nucléaires tactiques, et en janvier il concédait pour la première fois l'élargissement du désarmement nucléaire aux sous-marins stratégiques.

Ces initiatives ont poussé le chef de la majorité au Sénat George Mitchell à insister jeudi sur le fait que « personne ne peut ou doit avancer que START est la panacée, ou qu'un seul accord de désarmement apportera en soi la paix ».

Pour Spurgeon Keeny, de l'Association pour le Contrôle des Armes, l'accord de juin « rend START plus — et non pas moins — important » car cette nouvelle étape « dépend du cadre élaboré fourni par START, et ne peut se suffire à lui-même », ajoute-t-il.

L'OLP prête à fermer les yeux sur des accords intérimaires

LE CAIRE (Reuter) — L'OLP, qui redoute que la Syrie ne conclue un accord global de paix séparé avec Israël, serait prête à fermer les yeux sur des accords intérimaires entre les deux pays, apprend-on de source proche de Yasser Arafat.

Mais, craignant de se retrouver seule face à Israël en cas de paix séparée, l'OLP veut que la Syrie tienne l'engagement pris entre parties arabes de ne conclure d'accord de paix avec Israël qu'ensemble.

« Les Arabes doivent franchir la ligne d'arrivée finale ensemble. Ils doivent signer ensemble avec Israël des traités de paix », a confié à Reuter Nabil Chaas.

« La Syrie peut mettre en oeuvre un grand nombre d'accords provisoires avec Israël, peut en conclure mais pas les transformer en un véritable traité de paix », a ajouté ce conseiller de Yasser Arafat, qui passe pour l'un des principaux artisans de la politique de paix de l'OLP.

De source diplomatique, on estime que Chaas fait preuve de pragmatisme en prenant une telle position, qui laisse à Damas une marge de manœuvre, sans le pousser pour autant à jouer un jeu personnel.

Arafat, qui entretient depuis dix ans des relations difficiles avec la Syrie, s'est récemment inquiété que

la Syrie puisse conclure la paix avec Israël avant que ne soit réglé le sort de la Cisjordanie et de Gaza au terme de la période transitoire d'autonomie prévue de trois ans.

Les inquiétudes du président de l'OLP ont été récemment alimentées par les efforts prêtés à la France et à l'Égypte d'organiser une rencontre au sommet entre Israël et la Syrie pour tenter de débloquer leurs pourparlers sur le Golan.

Chaas a néanmoins précisé que la Syrie avait rassuré l'OLP sur son respect de l'engagement pris de ne pas signer de traité de paix séparé.

Chaas, qui dirigeait les négociations de Washington du côté palestinien à partir de sa chambre d'hôtel — Israël se refusant à discuter directement avec l'OLP —, a dit s'en être entretenu samedi encore à New York avec le ministre syrien des Affaires étrangères Farouk al Chara.

« Il nous faut toujours croire les Syriens. Leur engagement envers nous est : Nous ne signerons qu'ensemble. Peu nous importe si des progrès sont accomplis sur une piste plus vite que sur une autre », a encore confié Chaas.

La septième session des négociations israélo-arabes, inaugurées il y a un an à Madrid, doit s'ouvrir le 21 octobre prochain à Washington.

L'ONU n'a pas la tâche facile face aux conflits qui éclatent partout dans le monde

Sylviane Tramler

QUE CE SOIT en Yougoslavie ou dans la Corne de l'Afrique, la diplomatie humanitaire des Nations Unies est soumise à rude épreuve. La fin de la guerre froide avait autorisé tous les espoirs. Mais c'est le contraire qui se produit : il y a une multiplication des conflits, des crises et des situations complexes qui réclament l'intervention urgente de l'organisation internationale. Devant ces nouvelles responsabilités, et avec ce nouveau rôle, l'ONU a du mal à s'en sortir.

« Nous avons des défis considérables à relever », dit celui qui est précisément responsable des affaires humanitaires à l'ONU, Jan Eliasson, sous-secrétaire général des Nations Unies pour les affaires humanitaires supervisée et coordonnée depuis le 1er avril les opérations d'aide de l'ONU et des différentes agences onusiennes. Il participait hier à Ottawa à une table-ronde en présence de Mme Monique Landry, ministre des Relations extérieures et plusieurs membres d'organisations non gouvernementales (ONG) d'aide humanitaire.

« Il est de plus en plus difficile d'établir un équilibre entre le principe de souveraineté des pays concernés et le principe de solidarité. Les rivalités ethniques, les guerilles, les troubles de tous ordres, notamment dans la corne de l'Afrique, rendent notre travail de plus en plus ardu. Il devient de plus en plus difficile de montrer que notre action est davantage qu'ouvrir un parapluie au milieu d'un ouragan. »

Un problème crucial se pose dans l'acheminement de l'aide alimentaire aux personnes affamées de la Corne de l'Afrique, celui de la protection des convois. Ce sujet est controversé. Certaines ONG critiquent la militarisation des opérations humanitaires. D'autres y sont favorables. L'ONU a choisi de faire appel aux Casques bleus pour protéger ses opérations humanitaires tout en sachant que cela comporte des risques. Les questions de sécurité sont appelées à jouer un rôle de plus en plus grand dans la diplomatie humanitaire de l'ONU. Le personnel onusien est pris sciemment pour cible, en Yougoslavie ou au Soudan, où trois employés d'agences de l'ONU et un journaliste ont été tués la semaine dernière, forçant l'ONU à suspendre ses opérations dans la région, en dépit d'une entente conclue peu avant avec les différents acteurs de la guerre sur le terrain.

« C'est la loi de la jungle dans plusieurs endroits, et il faut faire pression fortement sur les chefs de clans locaux pour que les opérations humanitaires puissent se dérouler normalement. Il va nous falloir faire preuve de plus de souplesse et d'imagination pour trouver des solutions à ces questions de sécurité », dit Jan Eliasson. « Il va falloir aussi se pencher sur la relation entre les opérations humanitaires et le développement. En Somalie, on ne peut pas distribuer des vivres sans s'occuper des causes de la famine, qu'elles relèvent de la politique ou du sous-développement. »

De gré ou de force, l'ONU et ses agences se retrouvent impliquées

dans les luttes de pouvoir qui sévissent en Somalie, au Soudan ou en Éthiopie. Leur présence dans une région renforce le pouvoir du seigneur de guerre local. L'ONU et les gouvernements en sont bien conscients, et essaient de faire en sorte que cela n'entraîne pas de nouvelles divisions dans les pays concernés. À cet aspect délicat de la question, les autorités onusiennes et canadiennes n'ont pas de réponse bien assurée : « Le rôle du Canada, où que ce soit, est d'amener les adversaires sur le terrain à se parler, à négocier », dit un haut fonctionnaire des Affaires extérieures.

Le sentiment général des spécialistes des questions d'aide humanitaire est que l'ONU est l'organisme le mieux adapté pour diriger et coordonner les opérations d'envergure, à condition qu'elle se dote de instruments nécessaires pour répondre plus vite aux situations d'urgence et pour mieux gérer sa propre machine. Les ONG et les gouvernements ont reproché à l'ONU le manque de coordination entre ses agences spécialisées telles que le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNICEF.

Alors que plusieurs pays font plus ou moins cavalier seul dans les opérations d'aide humanitaire dans la Corne de l'Afrique, par exemple les États-Unis et la CEE. Le Canada pour sa part a choisi de collaborer pleinement avec l'ONU tout en cherchant à mener une critique constructive pour améliorer le rendement de la diplomatie humanitaire de l'organisation internationale. La nomination de Jan Eliasson, ancien ambas-

sadeur de Suède à l'ONU, au poste de sous-secrétaire aux affaires humanitaires est vu par les autorités canadiennes comme un pas dans la bonne direction, vers une meilleure coordination des opérations humanitaires.

Le Canada a répondu à la demande du secrétaire général des Nations Unies de fournir des troupes supplémentaires pour la Somalie et les répartir dans quatre régions du pays. Un contingent de 750 soldats de la base des Forces armées canadiennes de Petawawa en Ontario, sera déployé, d'ici la fin du mois, dans la région de Bossaso, dans le nord est de la Somalie. Les soldats canadiens seront confrontés à une situation relativement plus calme que dans le reste du pays, même si elle n'est pas exempte de combats entre groupes armés. Le Pakistan, l'Autriche, l'Égypte et la Belgique fourniront le reste des 4500 soldats demandés par l'ONU.

En choisissant de se placer sous l'égide de l'ONU, le Canada considère aussi qu'il est en meilleure posture pour faire campagne pour l'augmentation des ressources de l'organisation internationale. Ne serait-ce que par le paiement des factures en souffrance, notamment des États-Unis qui doivent environ 1,6 milliard \$ de contributions aux opérations de maintien de la paix et autres opérations onusiennes. C'était le message lancé à la tribune des Nations Unies la semaine dernière par Mme McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui sans les nommer, a fustigé les mauvais payeurs de l'ONU.

Le Mozambique enfin sur le chemin de la paix

ROME (AFP) — Après seize années d'une guerre civile qui a détruit un des pays les plus pauvres du monde, le président du Mozambique et le leader de la RENAMO, l'opposition armée au régime de Maputo, doivent mettre un terme officiel au conflit, du moins sur le papier, lors de la signature aujourd'hui d'un accord de paix à l'arraché, élaboré au terme de vingt sept mois de négociations à Rome.

Si aucun contre-temps ne vient de nouveau retarder la signature, le président Joaquim Chissano et le chef de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) Afonso Dhlakama, doivent donc — comme ils s'y étaient engagés lors de leur rencontre historique en août dans la capitale italienne — parapher un accord global incluant un cessez-le-feu devant entrer immédiatement en vigueur sur le terrain.

Prévue à l'origine pour jeudi, la cérémonie de signature a été retardée de deux jours, par suite d'objections de dernière minute soulevées par le chef rebelle qui n'est arrivé que dans la soirée de jeudi à Rome, et devrait avoir lieu aujourd'hui selon des sources italiennes.

Pour parvenir au document final, onze sessions de discussions ont été nécessaires depuis le premier contact direct entre les deux délégations, en juillet 1990 au siège de la communauté Sant'Egidio. D'ultimes et intenses négociations ont encore eu lieu toute la journée de vendredi sous l'édifice des médiateurs afin de peaufiner le texte mettant fin à seize ans d'une guerre civile qui s'est ouverte après le départ des colonisateurs portugais en 1975.

L'arrivée de M. Afonso Dhlakama a permis de relancer la phase terminale des négociations. Avant lui étaient arrivés à Rome, les trois autres parties intéressées au conflit : les présidents du Mozambique, Joaquim Chissano, et du Zimbabwe, Robert Mugabe, allié militaire de Maputo dans la guerre, ainsi que Roelof Piek Botha, ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud. Prétoria avait aidé militairement la RE-

NAMO au début du conflit, avant de mettre son poids dans la balance pour parvenir à une solution négociée dans le pays frontalier.


Dès l'arrivée de M. Dhlakama, des médiations intenses ont été entreprises pour surmonter les dernières divergences. Malgré le raidissement de M. Dhlakama, les médiateurs italiens se sont toujours montrés optimistes, relevant la « volonté des parties de conclure ».

Le diplomate Mario Raffaelli au nom du gouvernement italien, la communauté catholique Sant'Egidio et l'archevêque de Beira, Mgr Jaime Gonçalves, ont rencontré séparément pendant la nuit de jeudi à hier, le président du Mozambique et le leader de la RENAMO.

Dans la matinée d'hier les médiateurs se sont entretenus avec M. Botha, et les deux délégations se sont retrouvées l'après-midi au siège de la Communauté Sant'Egidio, pour mettre au point les derniers protocoles dont l'approbation doit précéder l'accord général de paix.

Les objections levées par M. Afonso Dhlakama concernent notamment la composition des forces de police et des services secrets mozambicains, ainsi que les emplacements où seront établis les points de rassemblement des forces des deux parties, dans l'attente de la formation d'une nouvelle armée nationale, a-t-on appris auprès des médiateurs.

Selon M. Botha, qui avait du envoyer un message pressant à M. Dhlakama pour le convaincre de venir à Rome, les réticences du leader du mouvement de guérilla anti-communiste ont également trait au contrôle futur des localités actuellement aux mains de ses troupes.




Cette année, écoutez CIEL !
ET PARCOUREZ LE MONDE !

M A R O C

IDENTIFIEZ
5 MOTS PASSEPORT

TIRAGE LE 30 OCTOBRE 1992



MOTS PASSEPORT _____

DATE DE DIFFUSION _____

REPLISSEZ ET RETOURNEZ A:
CIEL, C.P. 98.5, LONGUEUIL J4H 3Z3

NOM _____ PRÉNOM _____



ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

TELEPHONE _____

QUESTION D'HABILITÉ À COMPLÉTER 90 + 85 = _____

COUPON ORIGINAL OBLIGATOIRE PHOTOCOPIÉ REFUSÉ

★ ★ ★ ★ ★

RÉDACTEURS EN CHEF

Le samedi à 18 h


Animée par **Lise Bissonnette**, directrice du quotidien **Le Devoir**, une émission qui réunit, chaque semaine, journalistes, politologues et diplomates des cinq continents pour un tour d'horizon des grands événements dans le monde.

Diffusé au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine et dans les Caraïbes, c'est un débat sur l'actualité. À TV5, câble 15*.

Produit par Larry Shapiro — Les Affaires Mondiales en collaboration avec TV5.

Peut varier. Consultez votre câblodistributeur.

TOUT UN DÉBAT !



N'ATTENDEZ PAS DE LE LIRE DANS LES JOURNAUX

DE TOUT COEUR
DÈS AUJOURD'HUI

Augmentez vos chances de lutter contre l'enfermement au Canada

440, boul. René-Lévesque ouest
Bureau 1400
Montréal, Québec H2Z 1V7
(514) 871-1551, 1-800-361-7650
Fax: (514) 871-1464